
REPENSER LE DÉVELOPPEMENT :
Promouvoir la justice mondiale au 21^e siècle

Publications occasionnelles d'Inter Pares

Inter Pares est une organisation canadienne qui œuvre à la promotion de la justice sociale au niveau international. Au Canada et dans les différentes parties du monde où nous travaillons, nous cherchons à favoriser une meilleure compréhension des causes profondes de la pauvreté et de l'injustice et du besoin inhérent de changement social. Nous appuyons des communautés dans les pays en développement afin de créer un avenir sain et sûr pour tous. Nous soutenons la lutte des gens pour l'autodétermination, leurs efforts pour défier les obstacles structurels au changement et les approches alternatives de développement qu'ils mettent de l'avant.

Repenser le développement : Promouvoir la justice mondiale au 21^e siècle

Ce document est le fruit d'un processus continu d'action et de réflexion mené au sein d'Inter Pares et par plusieurs homologues et collègues en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Il s'inscrit dans le cadre d'une démarche éditoriale conjointe des membres de l'équipe d'Inter Pares. Brian Murphy, membre du personnel d'Inter Pares, est l'auteur principal de ce document.

Œuvrer pour le changement – entre égaux : c'est la devise d'Inter Pares depuis près de trente ans. Qu'est-ce que ça signifie maintenant pour nous ?

Au-delà de la mondialisation : un nouveau mondialisme

Bien sûr, le changement est inévitable. Il survient à tout moment, et de façon trop complexe pour être contrôlé par qui que ce soit.

Notre mission consiste à influencer sur la qualité du changement et sa nature, à orienter sa trajectoire pour le mettre au service de la société, ici et partout dans le monde. Cela suppose de travailler en collaboration avec d'autres à l'échelle internationale pour tenter de mettre fin à l'état d'urgence permanente qui consume la vie de la majorité des habitants et habitantes de la planète, et arrêter la spirale de la violence et du militarisme qui domine la politique mondiale de nos jours. Cela suppose également d'inventer, promouvoir et développer de nouvelles façons d'envisager la vie, les moyens d'existence et la citoyenneté, des façons plus favorables aux intérêts de l'ensemble de la communauté mondiale. Cela suppose de résister, de s'opposer et de proposer. Cela suppose d'imaginer l'avenir autrement, d'en faire la promotion et d'essayer de le vivre dès aujourd'hui.

Dans le cadre de notre travail en Afrique, en Asie et dans les Amériques – y compris au Canada – nous voyons des gens qui exercent leurs droits et responsabilités civiques pour révoquer l'autorité arbitraire et exiger un leadership politique qui soit moral et conforme à l'éthique. Leur démarche se fonde sur le fait qu'ils s'imposent les mêmes exigences dans leur travail au sein de leur collectivité que dans leurs activités de plaidoyer auprès des diverses instances et paliers du gouvernement.

La composition démographique de ce mouvement citoyen a aussi profondément changé. Porté longtemps par des gens d'un certain âge, le militantisme mondial est de plus en plus mené par des jeunes, qui forment aujourd'hui

la majorité dans la plupart des pays du monde. Il est aussi mené par des femmes, qui investissent plus que jamais le théâtre de la citoyenneté mondiale militante. Un échange se fait aussi entre générations de militants et militantes progressistes, les plus vieux transmettant aux plus jeunes leur expérience et une dynamique du changement aussi durable que l'histoire. On sent la convergence d'intérêts, l'engagement envers la diversité démocratique, ainsi que la conviction qu'on peut faire les choses autrement. Les gens se rassemblent pour partager leurs expériences, leurs valeurs, leurs rêves et leurs actions dans un nouvel internationalisme, annonciateur d'un mondialisme transcendant, une force positive et unificatrice partout autour du globe.

Ce que nous voyons, c'est l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le *travail politique* à long terme – une citoyenneté engagée, avec des propositions et des mécanismes de reddition de comptes explicites. Ce phénomène en émergence, c'est le retour du militantisme citoyen à l'échelle locale et à l'échelle mondiale – un mouvement d'individus qui travaillent ensemble en vue de se réapproprier leur gouvernement, leur économie et leur société. Ce phénomène, c'est la citoyenneté responsable en action : l'État doit assumer la responsabilité de ses actes, le gouvernement doit rendre des comptes tant sur le plan de la forme que sur le fond, et il faut utiliser le gouvernement pour élaborer des politiques économiques et sociales conformes aux intérêts de l'ensemble de la population.

L'expérience nous a aussi appris que pour soutenir ce mouvement mondial, il faut repenser le développement et transformer les mentalités, le niveau de conscience. Nous devons embrasser la diversité et rejeter les dichotomies – telles que *le nous et le eux* – qui occultent le destin commun de tous les habitants et habitantes de la planète.¹

Inter Pares et nos collègues du monde entier adhérons à des valeurs telles que la santé, la créativité, le respect de la vie, ainsi que l'éthique de l'entraide et de la collectivité. Pour nous, le *développement* n'est pas un processus technique. La technique et les outils ne vont pas changer les choses. Pour cela, il faut un mouvement internationaliste qui choisit explicitement la collaboration mondiale, ancré dans une culture du respect universel, de réciprocité et de diversité interdépendante – un nouveau mondialisme fondé sur l'espoir et la confiance, promouvant la collaboration internationale dans le but de nous transformer nous-mêmes et, ce faisant, transformer le monde.

Le contexte dans lequel s'inscrit l'action pour le développement mondial

Une grande partie des éléments présentés ici fait l'objet de débats passionnés dans les cercles universitaires, de même que les milieux gouvernementaux et non gouvernementaux du monde entier. Notre contribution à ce débat est issue de notre expérience et des rapports de longue date que nous avons établis dans le monde entier.² Dans nos conclusions, nous prenons le parti des pauvres et des exclus, de ceux qui regardent passer la *marche du progrès* sans y participer, et dont la vie et les moyens d'existence ont été détruits plutôt qu'améliorés par les processus du *développement*. C'est là notre rôle, c'est aussi notre devoir.

Nous commençons par une assertion qui servira de base à nos discussions sur ce dont le monde a besoin, ce qui est possible, et la façon d'y arriver. Le monde tel qu'il est n'est pas viable et les événements qui s'imposent à l'attention des dirigeants politiques et des défenseurs des citoyens et citoyennes prennent un tour de plus en plus brutal et tragique. Cela ne peut plus continuer ainsi. Dans cette section, nous examinons les éléments du contexte mondial qui déterminent les impératifs futurs de la coopération pour le développement international.

La primauté du droit

Notre époque est marquée par le déclin graduel de la primauté du droit au sein des pays, ainsi qu'à l'échelle internationale. La crise actuelle n'est pas imputable seulement à l'augmentation du crime international et du terrorisme – elle a des racines bien plus profondes dans l'intempérance des responsables de l'adoption des lois et de leur application. Les pires contrevenants se trouvent au sein des pouvoirs exécutifs et législatifs des gouvernements, ainsi que dans leur police et leurs forces de sécurité. L'impunité commence chez les gouvernants;

et, comme d'habitude, les victimes de cette impunité sont les gouvernés et la primauté du droit elle-même.

Il existe aussi, bien sûr, des hors-la-loi et des groupes militaires corrompus, maintenant réunis sans distinction aucune sous l'étiquette de *terroristes*. Ces éléments de la société opèrent en marge de la loi et il est bien évident que leurs activités sont criminelles. Mais ce n'est pas leur responsabilité d'assurer la primauté du droit et de la préserver – bien au contraire, ils s'appliquent à saper ce principe et à le renverser. C'est à l'État qu'il revient au premier chef de défendre la primauté du droit. Quand les représentants légitimes de l'État se dérobent à la loi pour trouver les criminels, ce sont les criminels qui

Quand l'État se dérobe à la loi pour trouver les criminels, ce sont les criminels qui gagnent. Et c'est la défaite de la primauté du droit.

gagnent. Et c'est la défaite de la primauté du droit et celle des droits civiques, partout.

L'érosion de la primauté du droit au cours des dernières années est une catastrophe majeure pour la civilisation, en même temps qu'une grande victoire pour ceux

qui veulent créer un climat d'anarchie justifiant l'autoritarisme qu'ils prônent pour l'avenir. Dans de telles circonstances, il est impossible d'envisager un développement social et national qui soit favorable aux intérêts de la majorité.

De nos jours, la politique et le développement mondial sont dominés par le militarisme, l'unilatéralisme, le corporatisme dénué de règles et le crime organisé – licite et illicite. L'exclusion sociale découlant de la pauvreté frappe de plus en plus durement des milliards de personnes — les citoyens et citoyennes se trouvent donc écartés des choix et des décisions sur leur avenir.

Il existe des liens directs et inextricables³ entre le militarisme, l'unilatéralisme, le corporatisme et le crime organisé, des liens qui se renforcent mutuellement. Il suffit que l'un de ces phénomènes apparaisse pour voir les autres surgir et proliférer. L'un de ces liens – qui sert de base à bien d'autres – est la connexion entre l'activité criminelle des sociétés *légitimes* comme les banques internationales et les sociétés transnationales d'une part et, d'autre part, l'activité criminelle des *entreprises* commerciales illicites (mafias, cartels de trafiquants, mercenaires, etc.) dont l'existence repose sur l'intégration verticale de structures légitimes et irrégulières, ainsi que sur leurs diverses activités commerciales.⁴

Tous les intégrismes se combinent dans un fascisme émergent qui menace les citoyens et citoyennes du monde entier.

Dans les périodes où la militarisation est à son apogée, comme c'est le cas de nos jours, ces connexions commerciales criminelles se répandent de manière encore plus insidieuse. Elles sont un terreau idéal pour les démagogues, les seigneurs

de guerre, les dictateurs et les barons du crime, qui sont encore plus puissants en raison de leur richesse illicite et de l'impunité dont ils jouissent en période d'anarchie. Dans ce *continuum*, les intégrismes – religieux ou idéologiques – intolérants et cruellement répressifs n'ont pas de peine à naître, à se développer et à asseoir leur domination. Un tragique corollaire de cette situation est la dérive vers des formes de gouvernance de plus en plus corrompues, totalitaires et qui ne rendent de compte à personne.

En même temps que la disparition de la primauté du droit, on constate l'influence croissante des intégrismes dogmatiques, intolérants et répressifs qui affirment et consolident leurs propres règles et leur domination, avec autant d'arbitraire que de dureté. Sans être forcément religieux, ces intégrismes de tout acabit reproduisent la fonction historique de la religion institutionnelle – contrôler le savoir, la culture, les normes et les comportements de la société. Technoscience et ingénierie sociale, économisme et matérialisme, militarisme, nationalisme et *sécurité nationale*, intolérance religieuse : tous ces intégrismes se combinent dans un fascisme émergent qui menace les pays et les citoyens et citoyennes du monde entier. Ces intégrismes envahissent toute la société, dominant de plus en plus les instruments de contrôle social, de sécurité et de coercition de l'État, les institutions juridiques, le commerce et la finance, ainsi que les normes sociales relatives à la famille, à la collectivité et à la reproduction sociale, de même que les moyens – et les modèles – de production et de consommation. L'histoire connaît bien ce phénomène, on l'appelait *totalitarisme* – même si les gens répugnent à utiliser le terme aujourd'hui. C'est pourtant de cela qu'il s'agit, et les signes sont bien présents.⁵

Le militarisme

L'essence du militarisme est la conviction qu'il faut exercer de manière évidente une force physique arbitraire, absolue et écrasante pour défendre les intérêts du groupe et de la nation contre ses concurrents et ennemis –

supposés ou réels. Le militarisme est fondé sur la loi du plus fort et sur l'assomption que l'efficacité du pouvoir coercitif repose sur des structures de décision et de commandement autoritaires et élitistes, de type hiérarchique, basées sur une loyauté et une obéissance sans faille. Ces allégations sont d'autant plus péremptoires que le militarisme justifie le recours à la force en invoquant les lois de la nature, la volonté de Dieu, et le fait que la vie elle-même crée un système de *hiérarchies naturelles*.

Un corollaire du militarisme est la primauté de la nation et de l'État sur le citoyen, qui n'existe que dans le prolongement de l'État. L'embrigadement de la société et le contrôle social sont les conditions essentielles de l'exercice de la force et du pouvoir national. Les structures militaires et la hiérarchie rigide imprègnent l'ensemble de la société et des institutions sociales. C'est le règne de la loyauté, de la soumission et de l'obéissance – la déviance et la dissidence sont réprimées sans merci. Le conformisme et le patriotisme, ainsi que les mythes nationaux du pouvoir et de la gloire militaires bénis par Dieu et par la nature, s'insinuent dans la vie quotidienne de la famille, de l'Église et de la communauté.

L'intégrisme scientifique

Le militarisme concorde avec la consolidation de l'intégrisme de la science. La science moderne s'est développée quand l'humanité a quitté sa place *dans* la nature pour s'élever *au-dessus* de celle-ci, avec l'arrivée de l'obsession moderniste d'objectiver le monde pour l'étudier et le modifier dans l'intérêt de la société – et pour la *richesse des nations*. Amorcée pendant le *Siècle des lumières*, cette évolution a fait du monde ce qu'il est aujourd'hui.

Depuis, la *science* a été développée à partir de certaines hypothèses : 1) on peut percer tous les secrets de l'univers, et le cerveau humain y arrivera à force de distance et d'objectivité; 2) pour comprendre l'univers, il faut le réduire à ses plus infimes parties de manière objective et mécanique; la compréhension des parties permettra d'échafauder la compréhension du tout; et 3) avec le matériel adéquat, on peut compléter la connaissance, l'unifier, la codifier et l'appliquer de manière systématique pour obtenir des résultats prévisibles afin de rendre l'univers conforme à nos désirs.

Le mot *scientia* signifie connaissance – n'importe quelle connaissance, d'où qu'elle vienne et indépendamment de son caractère universel. À l'époque moderne, la science est cependant devenue synonyme de systématisation et

de codification du savoir – la connaissance a été transformée en loi.

De nos jours, la science institutionnalisée a toutes les caractéristiques d'une religion organisée : elle est ancrée dans certaines hypothèses sur la nature, l'humanité et les lois de l'univers, qu'elle décrète et défend avec une intransigeance qui lui assure le même niveau de contrôle et d'exclusivité que n'importe quelle religion. À une différence près : la religion doit transiger avec les schismes et les luttes intestines, alors que la science moderne est mondiale, universelle, monolithique et imperméable. Ses dogmes sont sacrés. Notre vie à tous – celle de la planète – repose maintenant sur les diktats d'une élite de plus en plus restreinte qui contrôle la science et son application, et dont les méthodes et les moyens échappent souvent à l'examen et au contrôle démocratiques.

De nos jours, la science institutionnalisée a toutes les caractéristiques d'une religion organisée.

Au cours du siècle qui vient de se terminer, la science a été un puissant outil de domination mondiale – elle a non seulement servi le militarisme, elle s'en est faite complice. Dans sa quête d'hégémonie, la science a marginalisé le

subjectif, le personnel, l'interprétatif. Elle est aussi parvenue à bannir les autres systèmes du savoir, les autres modes et méthodes de connaissance et d'interaction avec le monde.⁶

La technocratie

La technologie a d'abord été une science appliquée – c'est-à-dire l'application de la connaissance humaine à la création d'outils et de machines en vue de modifier l'environnement ou de le gérer dans l'intérêt de la société. Les premières technologies étaient presque toutes reliées à un besoin essentiel – trouver un abri, chasser, cueillir, cultiver de quoi manger. Parmi les premières inventions, on trouve les outils utilisés pour tuer – pour manger, pour se défendre et ensuite pour conquérir. Assez vite aussi, sont apparues les technologies visant à faciliter les déplacements et la communication. De plus en plus complexes et perfectionnées, les technologies de base étaient cependant soumises à la volonté et à l'ordre d'individus ou de groupes d'individus. La technologie répondait aux désirs de l'être humain, pour le meilleur ou pour le pire.

De nos jours, la distinction est désormais floue entre science – la connaissance humaine – et technologie. Une

partie de la technologie est certainement encore de la science appliquée – soit la connaissance humaine appliquée à l'invention d'outils et de machines.

Mais la science proprement dite est de plus en plus souvent de la technologie appliquée – soit de la connaissance créée par des machines et appliquée par des machines. Une fonction importante de cette nouvelle connaissance issue de la machine est l'invention de nouvelles machines, de nouvelles technologies, sans qu'interviennent la connaissance, l'action ou la volonté de l'être humain.

La technologie a atteint un stade d'autonomie, d'auto-suffisance et d'autorenouvellement dans la recherche et l'action – *praxis* industrielle désincarnée – qui lui permet de se reproduire et de s'améliorer sans faire directement appel à l'intelligence humaine. Créée à l'origine pour servir l'être humain et être *commandée* par lui, la technologie est maintenant capable de s'enclencher elle-même, et l'être humain est dorénavant à son service – même si la plupart des gens ne comprennent même pas la technologie qu'ils servent. De nos jours, les technologies dominantes ne sont pas plus comprises dans leur complexité que commandées dans leur simplicité par des êtres humains – ces derniers se contentent de remplacer et d'entretenir des rouages et des pièces. Ce faisant, ils sont eux-mêmes devenus des rouages et des pièces plutôt que des maîtres et des bâtisseurs.

C'est un virage décisif, prédit il y a 50 ans par Norbert Weiner,⁷ l'un des plus grands scientifiques et mathématiciens du 20^e siècle, un pionnier de l'informatique, le fondateur de la science de l'intelligence artificielle. Ce virage a de profondes implications.

La science moderne présume que la technologie est neutre et qu'il n'y a pas de bonne ou de mauvaise technologie – on peut seulement l'utiliser à bon ou à mauvais escient. La technologie se justifie par ses fins. À l'encontre de milliers d'années de sagesse – la fin ne justifie jamais les moyens – cela s'inscrit dans le prolongement logique de l'objectivation utilitariste de l'univers, inhérente au *Siècle des lumières*.

Alors qu'elle avait pour but le développement démocratique de la connaissance humaine, la technologie moderne – et la science moderne – a dorénavant pour seul but la technologie pour la technologie. Nous avons atteint ce que le philosophe social Neil Postman a qualifié de *technopole*.⁸ Le fer de lance de cette technopole est la biotechnologie, dont le projet faustien n'est rien de moins que la désacralisation de la vie et sa redéfinition. On parle ici évidemment de la vie réduite à son caractère d'objet technologique contrôlé par l'industrie (techniciens

Une technopole domine maintenant la science du développement international.

et scientifiques rattachés à l'entreprise), légitimé par le monde universitaire scientifique (maintenant largement aux mains de l'industrie), promu et protégé par les législateurs, leurs bureaucrates et leur police (au service de l'industrie).⁹ Les maîtres de la technopole sont les

structures d'entreprise intégrées de l'industrie chimique, des biotechnologies et du génie biologique — produits pharmaceutiques, semences-fertilisants-biocides et génie génétique — de concert avec les industries de la cybernétique, des armements et de la surveillance, appuyées par la machine de propagande des relations publiques qui conditionne les attitudes, les attentes et les craintes de la population.¹⁰

Il était inévitable que cette technopole finisse par dominer aussi la science du développement international, toujours en quête du prodige technique qui fera d'États chancelants et explosifs des pays *en développement* tout à fait stables. Mais 60 ans d'expérience systématique en développement ont démontré que c'est justement l'application exclusive et aveugle de la science et de la technologie matérialistes — méthodes, outils et procédés — de même que la concentration croissante du contrôle de la technologie et de ses procédés qui font que la plupart de ces pays ne sortiront jamais de leur marginalité économique et politique. Et c'est une proportion toujours plus infime de leur population qui profitera des promesses fallacieuses de la technologie moderne, puisque la population des pays en développement s'enlise de plus en plus dans les privations et la destruction sociale imputables à cette même technologie.

Technologie et mondialisation

L'ère moderne a atteint son apogée avec le prolongement de la révolution industrielle, dont nous vivons la troisième période — la révolution électronique. Au zénith de l'objectivation technologique du monde et de la connaissance, la période actuelle se caractérise par une destruction hyperrationnaliste, scientifique, linéaire et réductionniste de la nature. Ce n'est pas un hasard si le capitalisme, l'industrialisme et le corporatisme prolifèrent aujourd'hui de manière aussi extrême, radicale et destructive. Il n'est pas étonnant non plus de voir se développer partout dans le monde une aversion profonde pour les excès de la science et de la technologie —

militarisme y compris — et pour les calculs pragmatiques et utilitaires omniprésents de nos jours.

Le parti-pris hyperrationnaliste (notamment positiviste), mécaniste et réductionniste imposé par l'élite du savoir qui domine les institutions de la société industrielle contemporaine est de plus en plus critiqué. Cette critique propose une remise en question radicale des méthodes de la science expérimentale et de l'autocratie capitaliste et corporatiste soutenue par la science institutionnalisée. Elle conteste le concept d'une histoire universelle du progrès de l'humanité, privilégiant plutôt le savoir ancestral et les façons de faire adaptées à une période, une expérience et un lieu donnés. Ce mouvement veut légitimer à nouveau la subjectivité et le savoir personnel, ainsi que le pouvoir souverain de l'individu de créer des connaissances par son action vivante à l'échelle locale. Et il conteste le fait que la recherche et l'intervention censément objectives et scientifiques réalisées par des personnes étrangères à une situation constituent une manière efficace de comprendre la réalité et de la transformer.

Cela est important pour nous, parce que le domaine du développement socioéconomique international repose sur une vision de l'histoire à la fois moderniste, linéaire et cumulative, de même que sur son corollaire d'hypothèses complexes quant au *progrès*. L'une de ces hypothèses est le préjugé favorable à l'égard de la *méthode* scientifique et des systèmes de calcul utilisés pour mesurer et promouvoir le progrès. Cela prend forme dans notre travail par la méthode du cadre logique et la gestion axée sur les résultats, des formules imposées par les donateurs internationaux obnubilés par des concepts étroitement réductionnistes — *intrants, extrants, effets, indicateurs*, etc.

Il est maintenant crucial de réévaluer le rôle de la technologie et son importance dans le phénomène de la mondialisation. Dans le débat sur ses mérites, la mondialisation fait tour à tour figure de triomphe mondial ultime ou d'ultime désastre du capitalisme libéral.

Dans cette optique, la mondialisation n'a rien de neuf, elle n'est que le troisième palier d'un processus historique progressif, dont le premier est la renaissance occidentale, l'émergence de l'empire et la colonisation de la planète, et le second, la révolution industrielle. Selon cette logique, nous en serions peut-être au stade ultime, celui de la mondialisation. Ce stade se caractérise par une révolution électronique qui permet les mouvements de capitaux virtuels en temps virtuel, abolissant les contraintes de temps et d'espace pour le commerce

spéculatif des produits et devises nationales – une transformation de l'essence même du *commerce*. Certains estiment que cela est juste, naturel et de bon augure pour l'humanité; d'autres croient que c'est mauvais et que cela plonge encore plus profondément dans la misère la majorité des habitants et habitantes de la planète.

Ce débat est étroitement économiste, puisqu'il réduit l'être humain à une entité économique ou à une fonction des lois de l'économie. Plusieurs observations sont valables, mais elles sont incomplètes et ne permettent pas de procéder à une analyse en profondeur des enjeux et des options.

Il est vrai que la mondialisation constitue un prolongement logique de l'histoire récente, mais c'est un phénomène autrement plus complexe qu'une étape de plus dans un processus historique inévitable. C'est une rupture fondamentale dans le déroulement de l'histoire. La réalité sous-jacente de la mondialisation est un phénomène nouveau, parce qu'il est lié à la transformation de la technologie plutôt qu'à l'économie proprement dite.

Cela implique beaucoup plus que la simple probabilité qu'une grande partie du monde continue d'être appauvrie et dominée par le capital des entreprises mondialisées, si cruelle que soit cette réalité. La société mondiale est de plus en plus déshumanisée et soumise au contrôle de la technologie totalisante et des intégrismes qui l'accompagnent. Ce nouveau monde est marqué par :

- la destruction de la différence (l'émergence de ce que certains qualifient d'*homme indifférencié* et des sociétés indifférenciées);
- l'homogénéisation de la culture (la domination mondiale de l'artifice commercialisé sur l'art, l'artisanat et l'action culturelle véritables);
- la marchandisation de tous les aspects de la vie.

Cela est en train de détruire la liberté et l'essence même de l'humanité, ainsi que la possibilité de toute citoyenneté, toute résistance et toute création authentiques.

De ce point de vue, les catégorisations idéologiques du siècle dernier sont désuètes et constituent les deux faces d'une même médaille. Le catéchisme matérialiste de droite domine, bien sûr, avec sa célébration triomphante de l'emprise des démocraties libérales industrialisées et du capitalisme du laisser-faire (le néolibéralisme). On voit cependant des preuves croissantes de la faillite mondiale de cette économie, aujourd'hui contestée par ses propres chantres (Stiglitz, Soros, Krugman et compagnie).

Tout aussi inadéquate est la critique matérialiste de gauche avec son analyse anachronique de la mondialisation moderne, qui serait une simple résurgence de la

libéralisation, du libre-échange et de la déréglementation du 19e siècle. Selon cette critique, on pourrait atténuer les effets de la mondialisation par l'entremise d'organismes mondiaux puissants et des variantes du socialisme ou de la social-démocratie à l'échelle nationale, ou encore par une version améliorée de l'État-providence keynésien.

Aucune de ces approches ne résoudra les dilemmes fondamentaux du développement humain au 21e siècle, pas plus le *pareil au même* de la droite que le *retour vers le futur* de la gauche. Ce n'est pas seulement l'économie

Pas plus le pareil au même de la droite que le retour vers le futur de la gauche n'est une approche adéquate.

qui est en jeu, et ce n'est pas seulement d'économie qu'il est question. Et il ne suffira pas de renouveler l'économie pour retrouver le contrôle de nos vies, de nos gouvernements, de nos sociétés et de nos nations.

Le corporatisme : la perte du social et du patrimoine commun

L'émergence de la technopole signe l'arrêt de mort de la citoyenneté. L'État est devenu une entreprise et les citoyens et citoyennes sont des clients, des intervenants ou des contribuables. La classe politique et les bureaucrates se perçoivent largement comme des gestionnaires responsables de questions économiques et fiduciaires. L'intérêt de l'entreprise est assimilé à l'intérêt commun, et l'État-entreprise agit au nom de ces intérêts limités, en concurrence avec le reste du monde plutôt qu'en commun ou en collaboration avec lui. Les relations publiques et *l'art du message* dominent le discours public. Les institutions nationales de recherche servent les intérêts commerciaux plutôt que l'intérêt public, et la science défend les politiques et le profit plutôt que la vérité et le bien public.

Le thème dominant des priorités et des politiques de l'État est dorénavant la commercialisation – la culture est commercialisée et la production industrialisée pour aliéner les individus dans leur quotidien des processus de production et du commerce en tant qu'actes culturels et sociaux. Nous avons assisté à la privatisation de ce qui constituait le patrimoine public, comme l'eau, et à la marchandisation de services publics tels que la santé et l'éducation. Même la citoyenneté a été privatisée. La citoyenneté n'est plus un droit pleinement reconnu à tous. C'est souvent un privilège de plus en plus lié à la richesse et aux avoirs qui déterminent dans une très large mesure – avec le lieu de naissance, l'ethnie et la religion

– le niveau de citoyenneté et le niveau de protection accordés par l'État.

Au-delà du libéralisme et de l'essentialisme

Aucune preuve ne vient étayer les mérites que s'arrogent les systèmes mondiaux actuels, ou l'hégémonie actuelle du capital international et des technologies. Un nombre croissant de citoyens et de citoyennes estime que ces systèmes fonctionnent aux dépens de la majorité, et de la planète elle-même. La biosphère et la vie humaine sont en danger. Les gens sont de plus en plus conscients que cela ne peut plus durer.

Mais il ne suffit pas de le vouloir et d'agir pour provoquer ce virage à l'échelle mondiale. Cela suppose un changement de mentalité, une prise de conscience. Cela veut dire qu'il faut abandonner notre vision manichéenne du monde, avec sa lutte entre le bien et le mal. En toute chose, il faut départager ce qui nous semble sain de ce qui nous semble néfaste, pour mettre l'accent sur les éléments sains, les renforcer et les mettre à profit. Il n'y a pas de nouveau paradigme grandiose, pas plus qu'il n'y a une seule version grandiose de la marche de l'humanité. Il n'y a pas de formule miracle qui s'applique à toutes les situations, à tous les pays et à toutes les époques. Il faut abandonner cette utopie. Il ne faut surtout pas l'imposer.

Nous devons plutôt embrasser la diversité et rejeter les dichotomies – l'opposition entre le local et le mondial, par exemple, qui occulte le caractère sphérique de la planète et de l'action; ou l'opposition entre le public et le privé, qui occulte le caractère essentiellement politique de la vie et de l'action.

Nous devons aussi nommer clairement la réalité et ses effets, avec un sens aigu de la justice. Patriarcat, impérialisme, fascisme, cupidité, militarisme, excès et crimes de l'entreprise – toutes ces réalités doivent être exposées et épurées par l'examen public, le débat et la transformation.

Tout cela est une question d'éthique et de valeurs – les valeurs humaines de santé, de créativité et de respect de la vie, l'éthique de la compassion et de l'esprit collectif. Il faut un mouvement populaire mondial organisé qui exhorte sans équivoque à la coopération entre les peuples – dans le respect, la réciprocité et la diversité interdépendante.

Pour bâtir ce mouvement, il faudra modifier notre conception de *l'Autre*, notre besoin d'ancrer l'identité dans la différence plutôt que dans l'affinité, notre perception de l'autre-qui-n'est-pas-nous, pour adopter l'identité de nous-qui-ne-sommes-pas-tous-pareils.

C'est la création de *l'Autre* qui légitime la cruauté et la terreur – du terrorisme tentaculaire des puissants, à celui beaucoup plus rare des faibles. Quand on redéfinit la victime comme une sous-personne, on peut l'isoler, l'exploiter, la réprimer et même l'anéantir – ce n'est plus un crime, c'est devenu une nécessité. Mais les attributs de *l'Autre* sont toujours des créations de l'esprit du bourreau qui les prête à *l'Autre* pour justifier sa répression. La diabolisation de *l'Autre* est la fonction

C'est la création de l'Autre qui légitime la cruauté et la terreur comme une nécessité plutôt qu'un crime.

première de la propagande et des idéologies – religieuses ou laïques – dont elle est l'instrument.

Cette obsession de *l'Autre* constitue un élément central de la crise de l'humanité à l'heure où

la mondialisation et la militarisation dominent de plus en plus la politique mondiale. Elle est au cœur de la violence terrible qui détruit les individus et les peuples, leur milieu et leur collectivité. Elle est au cœur de la violence économique qui ravage les cultures, les collectivités et l'ensemble du patrimoine commun, sans compassion ni dédommagement. Elle est au cœur de la logique capitaliste de la concurrence qui envoie une multitude de gens – dont une majorité de femmes et d'enfants – à la dérive en les privant de leur emploi et de leur communauté, puis en les empêchant de se déplacer pour trouver ailleurs ce qui n'existe plus chez eux. Le seul *bien* qui leur reste, leur force de travail, est limité et volé.

La pauvreté est criminalisée, la migration dans l'espoir d'une vie meilleure interdite. Pour des millions d'habitants et d'habitantes de la planète, il est maintenant criminel d'essayer de réaliser son rêve. Le résultat est prévisible et inquiétant. Quand on pense que les autres sont moins importants que soi, leur situation nous importe moins que la nôtre. Quand on pense que les autres sont moins importants que soi, leur vie nous importe moins que la nôtre. Quand on pense que les autres sont moins importants que soi, leurs morts sont moins importants que les nôtres, et nous ne voulons pas voir comment ils meurent, par sectarisme et à cause des peurs que nous nous sommes créées. Ce concept de la différence est pernicieux et trompeur. Il faut le rejeter.

Ce que nous présente l'humanité, ce n'est pas tant la différence que la diversité. La race humaine n'est pas formée de civilisations fondamentalement différentes les unes des autres – c'est plutôt une seule civilisation diversifiée. Et il y a autant de diversité au sein de chaque

culture vivante qu'il y en a entre elles. L'avenir consiste à embrasser les attributs de *l'Autre* en nous, à toujours voir *l'Autre* en nous – à nous définir en fonction de ce qui nous unit, plutôt que ce qui nous sépare.

Cette philosophie est en train de se répandre, elle incite les gens à faire cause commune, à l'échelle locale et à la grandeur de la planète. Partout dans notre travail, nous voyons se manifester des valeurs humaines essentielles comme la compassion, la générosité et la réciprocité. Elles sont défendues par un vaste éventail de citoyens et de citoyennes qui travaillent ensemble à promouvoir et à préserver les droits et la vie des assiégés. Ils rejettent le principe selon lequel on peut marginaliser les gens en fonction de leur origine, leur *race*, leur sexe, leur religion ou leur classe sociale.

Repenser la coopération pour le développement international

Au bout du compte, l'avenir repose sur un vaste mouvement mondial de femmes et d'hommes déterminés à défendre l'espoir contre les marchands de peur; à défendre la vie contre les marchands de mort; à défendre la planète contre ceux qui veulent s'arroger la vie et toute la planète pour en faire le commerce; à défendre la nature contre la machine; à défendre le concept d'humanité universelle contre ceux qui se définissent en fonction de leur supériorité et leur domination sur l'autre. Le nouveau mondialisme qui émerge est fondé sur cet espoir et l'expression de cette conscience – promouvoir l'action internationale fondée sur la coopération pour tenter à nouveau de changer le monde.

Au même moment, les événements mondiaux – ainsi que notre expérience et nos relations établies partout sur le globe – nous rappellent avec encore plus d'acuité l'urgence d'agir. Il faut agir de toute urgence, d'abord à cause de la gravité des dangers et de la misère qui frappent tant d'entre nous, mais aussi en raison des ouvertures qui s'offrent à nous. Le contexte actuel offre la possibilité d'atténuer de manière importante et efficace les effets des bouleversements sociaux, politiques et économiques, et de contribuer à la justice, à la paix, à la véritable démocratie participative et au développement social à long terme. Pour saisir ces possibilités, nous croyons que les pays donateurs comme le Canada et les organisations non gouvernementales (ONG) internationales canadiennes comme Inter Pares – de même que nos collègues des ONG du monde entier, dans le Nord comme dans le Sud – doivent repenser leurs interventions et leurs rapports, ainsi qu'une partie de leurs hypothèses et de leurs automatismes.

La prochaine section résume nos propres pistes de réflexion en vue de repenser la coopération pour le développement international.

Une critique de l'économisme

La théorie et la pratique du développement ont toujours été profondément marquées par l'économisme. En deux mots, nous estimons que le paradigme du développement considère les êtres humains et leurs entreprises comme des entités essentiellement économiques, dans leur nature et leur dynamique. Les études dans le domaine du développement ont presque exclusivement porté sur *l'homme économique* et les variables économiques dans la vie collective des gens. (Récemment, elles ont aussi porté sur la femme, sans toutefois beaucoup de profondeur ou d'efficacité, et ce, même du point de vue économique.) De même, le développement est fondé sur des hypothèses quant au progrès en tant que processus naturel, déterminé par des lois essentiellement économiques, et lié à des résultats que l'on peut – et que l'on doit – mesurer en fonction d'indicateurs essentiellement, voire exclusivement, économiques.

La réflexion sur le développement est teintée d'une absence de sens critique à qui elle doit ses œillères et son caractère linéaire et réductionniste.

Il ne faut pas s'étonner de ce parti-pris. La révolution cartésienne du *Siècle des lumières* – dont sont issus le capitalisme libéral contemporain et la théorie du développement – est profondément matérialiste, et sa logique influence toujours le discours

officiel du développement d'une façon indéniablement préjudiciable. La domination du matérialisme scientifique et du déterminisme historique depuis le milieu du 19^e siècle a teinté la réflexion sur le développement d'une absence de sens critique quasi théologique, à qui elle doit ses œillères et son caractère linéaire et réductionniste.

Pour relever le défi qui se pose à la société humaine dans le monde, notamment dans les pays du Sud, il faut laisser tomber les présomptions et les œillères de l'économisme pour envisager le *progrès* de l'humanité dans une optique beaucoup plus large et dynamique – sur le plan social, culturel et spirituel – et considérer l'activité économique comme l'une des expressions du développement humain, plutôt que son élément moteur.

L'être humain n'est pas une entité économique. Il n'y a aucune raison que l'économie – et encore moins l'extrême capitalisme de marché et l'entreprise commerciale – s'arroge le droit de déterminer à elle seule la qualité de l'existence, ainsi que la santé, la croissance et la joie des individus. C'est seulement la façon dont nous avons développé la planète jusqu'à présent, au détriment de milliards de personnes. Nous avons la richesse et la sagesse qu'il faut pour inventer des solutions de rechange – il est impératif de le faire sur-le-champ, pour la survie de l'humanité tout entière, voire celle de la planète.

Un authentique plan de développement réduira la place de l'économie – à tout le moins, il ne s'y limitera pas – et soulignera le rôle primordial dévolu aux collectivités humaines et aux individus. C'est à eux, à titre de citoyens et de citoyennes, qu'il incombe de définir leur univers, de façonner et de gouverner les rapports – y compris les rapports commerciaux – et les sociétés conformément à leurs intérêts, ceux de leur famille et ceux de leurs voisins.

En d'autres mots, plutôt que de s'aligner sur les grands indicateurs des économies nationales, les priorités du développement doivent refléter les aspirations plus larges des individus, des collectivités et des sociétés, conformément aux aspirations de plus en plus claires exprimées par les citoyens et citoyennes. Ce virage vient d'une reconnaissance croissante des lacunes de l'hypothèse traditionnelle à la base du paradigme du développement, soit que l'accroissement – mesuré dans l'abstrait – de la production et de la richesse engendrera naturellement des avantages et des possibilités profitables à tous. La fausseté de cette hypothèse a été maintes fois démontrée, non seulement pour les pays du Sud, mais pour tous les peuples de la terre.

L'essentialisme et le réductionnisme scientifique

Un élément central des dilemmes du scientisme et de l'économisme dans la théorie du développement est l'essentialisme implicite dans le discours du développement et sa pratique. On catégorise les gens en leur prêtant des attributs universels et essentiels, souvent erronés et toujours superficiels, à partir de la théorie plutôt que de la vie réelle. Même si elles ont leur utilité, ces catégories occultent la diversité des individus et des situations, ainsi que les éléments plus déterminants de la vie quotidienne. On essentialise donc la pauvreté, comme on essentialise les pauvres, les paysans, les femmes et les travailleurs. Ils deviennent la quintessence du *Pauvre*, du *Paysan*, de la *Femme* – on réduit des personnes de chair et de sang à de simples catégories et attributs, plutôt

que de les apprécier comme êtres humains, comme agents uniques et différents.

Or, il existe plus de différences que de similitudes entre les membres de ces catégories. Et c'est dans ces différences que réside le ferment de la santé, de la croissance, de la citoyenneté et du développement social. L'actualisation de ces qualités et de ce potentiel est la raison d'être du développement, en même temps que sa matière première.

Ces catégories sont, en plus, subdivisées et donc encore plus essentialisées. Et ces nouvelles catégories ne sont pas basées sur l'identité des gens ou même sur ce qu'ils

Les êtres humains sont réduits au statut de groupes cibles : réfugié, personne déplacée à l'intérieur du pays ou simplement victime.

font, mais bien sur leur situation ou le contexte dans lequel ils se trouvent. On distribue ainsi les étiquettes : *réfugié, personne déplacée à l'intérieur du pays*, ou *simplement victime* – d'un désastre naturel ou provoqué par l'homme,

d'une guerre, d'un soulèvement politique. Quand les êtres humains sont réduits au statut de *groupes cibles*, nous les dépouillons précisément des attributs qui leur permettraient de transformer leur condition. Et sans leur engagement actif – sans leur participation aux solutions qui leur permettraient de sortir de leur situation – il est impossible de transformer leur vie et les conditions dans lesquelles ils vivent.

La tendance à essentialiser les gens est inhérente au cadre réductionniste de la méthode technoscientifique à la base des hypothèses et des systèmes de la théorie et de la pratique du courant dominant du développement. L'ingénierie sociale et économique se fonde sur la conviction que le tout est constitué d'un ensemble de parties, et qu'en réduisant tous les phénomènes et processus à leurs parties les plus simples, on peut étudier le tout et le comprendre. Selon la même logique, il est possible d'influencer le tout en manipulant ses parties dans le bon ordre et de la bonne façon. Mais dans la réalité dynamique, les événements ne surviennent pas de façon linéaire ou mécanique; les effets complexes n'émanent pas de causes discontinues. Et il est rarement possible de prévoir les résultats des dynamiques et des processus les plus importants, ou même de les déceler.

Le mythe du progrès

Un élément explicite de l'expression politique de ce cadre de référence linéaire et réductionniste est le mythe du

progrès de l'histoire, une prémisse de la théorie et de la pratique du développement. D'après ce mythe, les sociétés se développent selon des étapes naturelles et universelles – les fameux *stades* – et le rôle du développement international est d'aider les sociétés, ou les nations, à franchir graduellement des stades de développement de plus en plus avancés. Ces stades sont définis de manière quasi exclusive par des critères économiques et technologiques. En outre, le passage à un stade supérieur suppose l'extinction des caractéristiques plus *primitives* du stade précédent – par exemple, la disparition de l'agriculture familiale et des marchés locaux diversifiés au profit de l'agriculture industrielle, des monocultures et des marchés extérieurs internationaux. Un élément fondamental est l'érosion de l'entité locale et communale par les économies d'échelle de plus en plus importantes (que l'on appelle aussi, sans ironie apparente, les *gains en efficacité*). Et tout cela est présenté comme naturel et inévitable, dans l'intérêt supérieur de la société.

On fait donc du développement à coups de bulldozers, de grues, de technologies et de produits chimiques – au prix de rêves contrariés, de vies déracinées et de paysages défigurés, en détruisant l'écologie et la biosphère locales. Une grande partie des personnes réfugiées et déplacées de la planète – sinon la majorité – est formée de *réfugiés du développement* – des personnes déracinées par le *progrès* imposé de l'extérieur. Dans bien des cas, elles n'ont pas été délogées par accident (des *dommages collatéraux*), mais expulsées, de force et par la violence, de leurs collectivités et de leurs terres ancestrales par des mercenaires paramilitaires à la solde des élites économiques et des entreprises qui convoitent ces territoires ou leurs ressources pour leurs propres activités commerciales, leur richesse et leur pouvoir. Les grands centres urbains fourmillent de ces déracinés. Et l'excuse commode qu'on leur sert depuis trois siècles – *On ne peut pas arrêter le progrès!* – ne fait qu'ajouter l'insulte à l'injure. Ce prétexte ne règle en rien les contradictions et les dilemmes inhérents à l'inexorable machine du développement – souvent endossée par l'aide publique au développement (APD) – qui n'a aucun compte à rendre et travaille au profit quasi exclusif des élites économiques et du capital international.

Le progrès des uns fait le malheur des autres. Plus important encore, on ne détruit pas seulement des individus, des familles et des collectivités, mais bien des sociétés complètes. On détruit des cultures locales toute entières, le patrimoine de milliers d'années d'existence humaine, avec leurs connaissances vives, leur sagesse et leur science – tout cela est de plus en plus fragmenté,

atomisé et homogénéisé. Nous sommes en train de créer une planète d'étrangers sur leurs propres terres, sans parler des déracinés et des apatrides dépérissant devant les portes closes et les guérites militaires à l'entrée d'un nombre croissant de pays qui régissent les systèmes à l'origine de cette situation.

Les agents

Qui sont les agents du développement, et qui devraient-ils être ? En fait, ce sont les *gens ordinaires* qui sont les agents du développement, les citoyens et citoyennes, seuls ou réunis en groupes ou en associations, qui agissent en leur nom dans leur propre milieu et, au sein de ce qui s'appelle maintenant la *société civile*, qui défendent les intérêts de la société auprès de leurs propres gouvernements. De manière plus particulière, ce sont les gens qui sont les agents de leur développement personnel, de celui de leur famille et de celui de leur collectivité.

C'est la seule façon. Tout le monde est d'accord. Les choses se déroulent pourtant tout autrement, et le moteur de la quasi-totalité des projets de *développement* reste un groupe d'intervenants de l'extérieur. Ces intervenants sont déterminés à provoquer le changement envers et contre tous les avis et aspirations de la population locale, et sans tenir compte de ses connaissances et de sa sagesse quant à la façon de procéder pour préserver ce qui lui importe le plus, tout en améliorant les conditions qui contribuent le plus à la santé et à la qualité de la vie.

Cette critique s'applique tout autant aux ONG nationales et internationales qui envahissent les pays les plus affligés qu'aux gouvernements nationaux et à leurs donateurs internationaux. Nous ne pensons pas seulement ici aux gouvernements donateurs de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), mais surtout aux institutions financières internationales qui établissent le cadre et les conditions régissant la quasi-totalité des interventions en matière de développement, celles des appareils nationaux publics et privés, ou celles des donateurs internationaux gouvernementaux et non gouvernementaux.

Tous ces intervenants de l'extérieur présument qu'on peut provoquer le changement pour le bien des gens, et que la définition du changement et des moyens pour y arriver doit être confiée aux experts du gouvernement local et des bureaucraties non gouvernementales, ainsi qu'aux grands bailleurs de fonds. Les gens ne participent pas à ce processus en tant qu'auteurs ou agents, mais à titre d'objets des campagnes d'éducation publique et de modification du comportement – autrement dit, de la publicité et du marketing social.

Cela ne fonctionne pas. Cela ne peut pas fonctionner si les gens ne sont pas les agents des processus de changement qui les affectent. Et ils n'en seront pas les agents tant qu'on ne les inclura pas dès le départ à titre de participants et participantes à part entière.

Les pauvres ne sont pas stupides. Ils n'en ont pas les moyens. Agissant en fonction de leur propre intérêt et celui de leurs proches, ils vont exploiter et subvertir toutes les interventions imposées de l'extérieur qui ne vont pas dans le sens de leur intérêt.

Une grande partie de l'aide accordée au nom du *développement* est devenue de l'aide sociale clientéliste, des rentrées et des sorties de ressources qui contribuent rarement à créer ou à bâtir un *capital* familial ou communautaire, et qui minent souvent la démocratie et les économies démocratiques. En cours de route, la politique du développement est devenue cynique et corrompue. Cynique, parce qu'on ne fait pas ce que l'on dit, et qu'on ne dit pas ce que l'on fait. Corrompue, parce que les ressources sont exploitées de manière opportuniste et arbitraire en fonction des structures du pouvoir et des intérêts de l'élite du moment, au détriment des intérêts des gens que l'on prétend aider, et dont on diffuse les images chaque jour sur les postes de télévision du monde entier pour que l'argent continue d'affluer.

Sortir de l'impasse des concepts et des catégories

Pour les personnes qui se vouent à la paix, à la justice et à la sécurité dans le monde, il est impératif de sortir de cette impasse désastreuse. C'est le message que nous transmet le lauréat du prix Nobel Amartya Sen,¹¹ l'une des voix les plus respectées dans le domaine du développement international en ce début de siècle. Il suffit de se libérer de ces concepts et catégories qui ont fait leur temps, pour renouveler et rafraîchir la théorie et la pratique du développement. Cet impératif ne provoque nulle controverse. C'est devenu le mantra de la plupart des institutions qui se débattent avec les dilemmes de la paix, du développement et de la sécurité dans le monde, et qui ont invité à leurs séminaires et à leurs banquets des théoriciens tels que Sen le prophète, Stiglitz le pénitent, Soros le magicien, ainsi que le caméléon-gourou du développement, Jeffrey Sachs.

La controverse ne porte pas sur ce qu'il faut faire, mais bien sur ce qu'il est possible ou réaliste de faire. C'est la pierre d'achoppement de ce discours. Pour changer les choses de manière fondamentale, il faudra fondamentalement changer certaines choses – en premier lieu, la structure du pouvoir, la façon dont on l'utilise et les

La controverse ne porte pas sur ce qu'il faut faire, mais bien sur ce qu'il est possible de faire.

intérêts qu'elle défend. Changer le monde de manière fondamentale suppose que l'on s'attaque à la racine même du problème. Et la racine du problème ne se trouve pas dans les champs, les

villages et les collectivités urbaines marginalisées des pays du Sud, mais bien dans les centres industrialisés du pouvoir mondial du Nord-Sud transnational.

Et le meilleur endroit pour amorcer ce processus, c'est au cœur même des processus et pratiques de l'industrie du développement. En matière de développement, il faut sans cesse être en quête de solutions d'avenir, de nouvelles façons d'être et de faire les choses. Ce processus doit être guidé par une mission et un leadership nouveaux et favoriser l'autodétermination et la démocratisation réelles et authentiques. Sa priorité doit être d'assurer la participation véritable des citoyens et citoyennes à la définition des solutions qui les concernent, et de veiller à l'attribution des ressources nécessaires pour assurer la pérennité des résultats obtenus.

Cela veut dire que la charité ne suffit pas, même s'il en faut, et que la solidarité mondiale ne suffit pas non plus, même si cela aussi est un élément essentiel. Le nouveau paradigme du développement doit être ancré dans une cause commune aussi profonde que radicale : changer le monde dans l'intérêt de tous les êtres humains, et celui de la planète. Pas du développement international *pour eux*, mais bien du développement mondial *pour nous tous*, sous un même ciel.

Le développement holistique

Le bien-fondé d'une approche holistique du développement social n'a jamais été aussi évident qu'aujourd'hui. On en voit la preuve dans l'échec de la démarche segmentée et fragmentée appliquée de manière classique par les intervenants du développement. Les gens ne vivent pas *par secteur ou par projet*. Leur vie ne connaîtra aucune amélioration substantielle ou durable tant qu'on ne les fera pas participer activement en tant qu'agents de changement, et tant que les projets ne tiendront pas compte de l'ensemble de leur vie – santé, éducation, moyens d'existence, infrastructure sociale et physique, rapports sociaux et intégration communautaire, liberté et citoyenneté. Autrement dit, tant que les processus ne porteront pas sur le développement de la personne tout entière et à son profit, et sur le développement d'une société elle-même entière et solide.

Pour adopter cette approche, le changement le plus fondamental sera d'établir des priorités de manière intégrée et horizontale, plutôt que de manière désintégrée, hiérarchique et verticale. Le développement n'obéit à aucune recette. Il est dynamique. Si on leur demande de faire un choix dans un éventail horizontal intégré de besoins et de priorités qu'ils auraient eux-mêmes déterminés, les gens vont opter pour ce qui répond à leurs besoins immédiats, certes, mais ils vont aussi établir les domaines prioritaires et l'ordre des priorités en fonction du développement substantiel et durable de leur collectivité à plus long terme.

Les gens savent ce qui leur convient. Et ils sont capables de déterminer assez sagement la combinaison et la séquence d'interventions et d'intrants les plus susceptibles de favoriser leurs intérêts à court et à long terme. Quand on leur demande de faire des choix de manière holistique et intégrée, en fonction de leur expérience et de leurs aspirations pour eux-mêmes, leur famille et leur collectivité, ils vont appliquer une science du développement et de l'économie domestique tout aussi rigoureuse – en même temps que mieux informée et plus pratique – que tout ce que des intervenants de l'extérieur pourraient concocter et implanter chez eux.

Cela ne veut pas dire que des intervenants de l'extérieur ne peuvent pas faciliter le processus. C'est justement là leur rôle premier : de concert avec la population, procéder à une recherche véritablement intégrée et à une planification holistique, puis offrir les ressources qui manquent à la collectivité pour réaliser ce qui a été planifié.

La destruction du patrimoine social constitue l'un des effets les plus désastreux, voire criminels, du développement.

Le public, le privé et le patrimoine commun

La destruction du patrimoine social – ainsi que des biens et services qui doivent rester du domaine public – constitue l'un des effets les plus désastreux, voire criminels, du développement tel qu'on le pratique depuis quelques décennies. Le phénomène est

plus prononcé depuis 20 ans, avec l'imposition de l'économie néolibérale et des politiques d'ajustement structurel, qui ont explicitement pour but de détruire le patrimoine commun et la sphère publique. C'est devenu un credo quasi religieux, dicté par les intérêts économiques des élites qui ont imposé ces politiques et qui sont les principales bénéficiaires du développement international.

Le patrimoine commun est le territoire et l'espace qui ne constituent pas une propriété et qui ne peuvent appartenir à personne – ressources, paysages, tout ce qui vit. C'est l'espace ouvert à tous et fermé à personne, qui doit servir à combler les besoins quotidiens sans être exploité davantage, ni exclure les besoins des autres. Il y eut un temps – pas si lointain – où la plus grande partie de la planète faisait partie de cette catégorie.

Les domaines public et privé constituent à proprement parler une propriété – des domaines contrôlés par ceux qui en détiennent les titres, de manière officielle ou par convention. Le domaine privé est le monde domestique sur lequel l'individu ou la famille détient un pouvoir ou des privilèges exclusifs et incontestés, qu'ils peuvent partager ou conserver à leur gré. Dans ce cas, le domaine privé n'inclut pas seulement des biens, mais aussi des prérogatives civiles et sociales. Le domaine public est, quant à lui, celui qui est détenu et administré publiquement au nom de l'ensemble des citoyens et citoyennes, accessible à tous selon des règles convenues par tous, et régi par tous par l'entremise d'un gouvernement responsable et ses représentants. Des ressources en santé et en éducation, ainsi que des infrastructures reliées à l'eau et à l'assainissement en sont des exemples évidents, comme les routes, les parcs et les ports, auxquels tout le monde a le droit d'accéder, à condition de respecter certaines règles appliquées dans l'intérêt commun.¹²

Nous vivons en des temps où les élites économiques se préoccupent de plus en plus de la propriété – sa privatisation et la protection de leurs prérogatives absolues. Cette obsession singulière se manifeste dans tous les domaines et va à l'encontre de la conservation et la protection de ce qu'une grande partie d'entre nous considère toujours comme le patrimoine commun de tous les membres de la communauté humaine : l'air que l'on respire, l'eau que l'on boit, les océans, les forêts, les montagnes, l'héritage génétique à la base de la perpétuation de la vie sur la planète et de sa diversité, ainsi que les espaces publics nécessaires à la véritable participation citoyenne.

Ce qui était autrefois le patrimoine commun – un terme hérité du concept historique de propriété et d'espace communal appartenant à l'ensemble de la collectivité – n'existe pour ainsi dire plus aujourd'hui. Pour qu'il y ait développement véritable et universel, il faut des citoyens et citoyennes déterminés à protéger et élargir le peu qu'il en reste, tout en résistant à la privatisation usurpatrice de la propriété commune dans le domaine public. En vérité, il ne pourra pas y avoir de développement tant qu'une grande partie du domaine public vendue à rabais

aux quatre coins du monde n'aura pas été restaurée et améliorée. L'un des défis les plus importants est de comprendre que le rôle du développement est de conserver cet héritage commun et de le définir dans l'optique de la justice sociale.

La prise en charge locale

Le nouveau mantra de l'aide au développement est la prise en charge locale, un concept aussi vieux que l'organisation humaine, qui refait surface depuis quelques années sous les apparences d'une innovation révolutionnaire de la Banque mondiale endossée par le club des donateurs, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE – dont fait partie le gouvernement du Canada. Que faut-il voir dans cet intérêt récent pour la prise en charge locale ? Qui donc *prenait en charge* les processus du développement par le passé ? Et qu'est-ce qui permet de croire que les choses vont être différentes seulement parce que la classe politique et les fonctionnaires de l'aide internationale s'entichent d'un nouveau terme ?

À moins que l'on modifie de manière radicale l'ensemble du processus et des mécanismes de l'APD, le critère de la prise en charge locale restera de la rhétorique. Les mécanismes imposés pour garantir la prise en charge locale – dont les détails opérationnels sont exprimés, tout autant qu'obscurcis, dans des outils tels que les approches sectorielles (AS) et les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) – sont encore intimement liés à des conditions sévères, maintenant synchronisées et harmonisées entre pays donateurs, ce qui les rend encore plus absolues et non négociables. Tout le monde s'accorde sur un fait : les conditions et les procédures coûteuses imposées par les donateurs n'ont rien à voir avec les conditions et les besoins locaux. Elles sont alignées sur les politiques néoconservatrices et les priorités économiques du néolibéralisme radical prévalant dans les pays donateurs.

Les processus à l'échelle locale sont d'une importance tout aussi critique. On constate souvent une grande hypocrisie dans le prétendu engagement envers *la prise en charge locale*. La prise en charge locale est souvent compromise du fait que les conditions et priorités sectorielles mentionnées précédemment ont été acceptées et gérées par une élite internationale tacite. Cette élite englobe les organismes donateurs internationaux, les ONG internationales, les institutions politiques nationales et les intellectuels locaux, de même que leurs homologues de la fonction publique qui collaborent à l'élaboration de programmes nationaux sans y inclure les données et points de vue des citoyens et citoyennes

La prise en charge locale est compromise par l'imposition de conditionnalités et de priorités sectorielles.

sur leur vie réelle. Ces incohérences ont été documentées récemment dans une série d'études réalisées et publiées par l'*Overseas Studies Institute* (Royaume-Uni).¹⁴ On y présente une analyse très révélatrice du phénomène.

Pour parler de prise en charge locale, il faut d'abord envisager le renforcement des capacités des citoyens et citoyennes pour leur donner les moyens d'élaborer et de préciser leur propre analyse et leurs propres programmes dans des situations précises et concrètes, et de participer à des processus citoyens en vue de formuler des politiques et faire pression sur le gouvernement pour l'adoption de politiques et priorités nationales dans les domaines économique et social. Pour notre travail à Inter Pares, cela signifie qu'il faut développer davantage les rapports fondés sur une cause commune, combinant le soutien accordé directement aux actions locales – conçues et réalisées à l'échelle locale – à la collaboration en vue de renforcer ces actions par le travail de plaidoyer sur les politiques réalisés à l'échelle internationale. Cela englobe le travail de plaidoyer réalisé ici auprès du gouvernement du Canada en matière de politique étrangère et d'APD.

Le partenariat

En redécouvrant les vertus de la prise en charge locale, on redécouvre aussi celles d'un concept jumeau, le *partenariat*. L'engagement des donateurs – gouvernements ou ONG – envers la prise en charge véritable devrait pourtant les amener à rejeter les vieilles notions de partenariat.

Or, c'est une notion de plus en plus dépréciée du partenariat qui domine, où l'un des partenaires se fait dicter les conditions établies par celui qui détient les fonds, qu'il s'agisse d'un gouvernement donateur, d'une institution financière internationale, d'une entreprise ou d'une ONG internationale. Le symbolisme du partenariat masque généralement une réalité beaucoup plus affligeante, soit des rapports fondamentalement inégaux qui constituent souvent une négation de la souveraineté et de l'autodétermination.

Une fallacieuse variante contemporaine est le prétendu *partenariat social* contrôlé par les grandes sociétés dans un exercice de marketing social et de relations publiques. C'est vite devenu une source majeure d'aide internationale,

non seulement avec les ONG, mais également au sein des Nations unies et du système multilatéral. Avec cette forme de partenariat, des sociétés bien connues pour avoir dilapidé le bien commun et violé les droits de la personne, les règles sur l'environnement et l'éthique commerciale – notamment les industries à intégration verticale du domaine pharmaceutique, chimique et de l'extraction des ressources minières – ont pu se refaire une virginité en s'associant à bon compte à des organismes humanitaires pour participer à leurs *bonnes œuvres*.¹⁵

Le partenariat est un rapport négocié en vue d'une action mutuellement inclusive permettant d'atteindre des objectifs limités mais profitables aux deux parties – du moins à première vue. Cela suppose la division du travail, de la responsabilité, de l'autorité, de la propriété et de la récompense. Le partenariat ne remet pas en question les disparités ou les rapports existants – en ce qui a trait au pouvoir, aux ressources ou à l'influence, par exemple. C'est certainement toujours le cas, malgré l'engouement des pays donateurs pour la prise en charge locale.

Le partenariat ancré dans la disparité est toujours – du moins en partie – une forme d'exploitation. Il peut servir à maintenir – ou même à accroître – les disparités fondamentales entre partenaires et parmi ceux-ci, comme ce fut le cas avec le fardeau excessif de la dette qui a sapé les efforts d'une foule de pays tentant d'améliorer la vie et la sécurité de leur population.

Le principe s'applique également aux partenariats éclairés, voire bienveillants, même si les deux partenaires en tirent des avantages concrets (par exemple, entre les ONG canadiennes et l'Agence canadienne de développement international, entre l'ACDI et les pays bénéficiaires, entre les ONG canadiennes et leurs *partenaires* du Sud).

Le partenariat est presque toujours fondé sur la division et la séparation, de même que sur la disparité et l'inégalité dans le travail et dans les gains. Des rapports authentiques et fondamentaux entre personnes qui oeuvrent pour le changement en s'engageant à promouvoir et à défendre la prise en charge locale seront fondés sur l'adhésion et l'intégration. Ils seront fondés sur des buts et des intérêts foncièrement communs. Par extension, ils seront donc fondés sur l'engagement à l'égard d'un avenir commun – autrement dit, sur la parité et sur l'égalité.

Les rapports authentiques et fondamentaux pour la justice et le changement social ne se manifestent pas dans de simples partenariats, mais bien dans la *collaboration*, d'égal à égal, la *coopération*, d'égal à égal, et, plus important encore, dans une conspiration ouverte et

confessée publiquement, entre égaux (*co-spirare* = *respirer* ensemble). Nous devons contester et modifier les structures et les rapports qui perpétuent l'injustice et les inégalités divisant les individus et les peuples, et qui exploitent le travail et la vie de la majorité au profit d'une poignée de personnes. Dans l'édification de partenariats, nous devons aspirer à une forme de collaboration plus élevée et plus radicale, et la proposer à nos coconspirateurs dans le cadre de notre travail pour le changement.

Pour Inter Pares, cela a une implication cruciale. Nous ne considérons pas les rapports avec nos donateurs et bailleurs de fonds – y compris le gouvernement canadien par l'entremise de l'ACDI – comme un partenariat, mais bien comme une collaboration. Dans le même esprit, nous ne considérons pas les gens avec qui nous travaillons comme des partenaires, mais bien comme des alliés et des collègues. Pour établir clairement cette distinction, Inter Pares utilise le terme (lui aussi imparfait) d'*homologues*, pour tenter de refléter ce sentiment de faire cause commune, entre égaux.

La coordination entre donateurs

Nous avons abordé plus haut les pratiques de coordination et d'*harmonisation* entre donateurs. La coordination n'a rien de mauvais en soi, elle peut se révéler très utile et exercer une influence profondément transformatrice. Partout où nous allons, nos homologues réclament plus de coordination entre donateurs, puisqu'ils doivent sans cesse s'adapter à une foule d'exigences, d'attentes et de priorités de toutes sortes. Ces exigences sans rapport les unes avec les autres grugent beaucoup d'énergie, en même temps qu'elles bousculent les priorités et les activités.

Lorsque les priorités, les politiques, les pratiques et les procédures reflètent seulement les intérêts des donateurs, la coordination n'a rien de positif pour le bénéficiaire.

La coordination réclamée par nos homologues n'a cependant rien à voir avec un éventail universel et coordonné d'exigences, d'attentes et de priorités, ce qui se révélerait encore plus limitatif. Ce genre de coordination les transformerait encore plus en agents d'exécution des normes et priorités des donateurs, aux dépens de leurs propres aspirations et priorités. *Ce qu'ils veulent*, c'est un ensemble coordonné d'obligations mutuelles et réciproques, convenues avec le bénéficiaire de l'aide à titre d'égal et

principal participant, et touchant à la fois la formulation des obligations réciproques et l'évaluation continue du respect de l'entente. Le plus important n'est pas que les donateurs coordonnent et harmonisent leurs programmes d'APD. L'important, c'est la teneur même des politiques, pratiques et procédures appliquées de manière *harmonisée*. Si on impose les priorités, les politiques, les pratiques et les procédures, et qu'elles reflètent seulement les intérêts des donateurs, la coordination n'a rien de positif. Pour le prétendu bénéficiaire, c'est encore bien pire que l'absence totale de coordination.

L'élément décisif dans la coordination de l'aide au développement doit donc être la réciprocité et l'engagement mutuel qui vont transformer radicalement le paradigme de l'aide. On ne donne plus, on partage; on ne fait plus la charité par générosité, on s'engage et on partage par souci de justice.

L'aide au développement n'est pas un simple choix. C'est un devoir qui découle de notre humanité commune. C'est le partage des ressources entre tous les peuples et tous les groupes humains de la planète, en vertu du droit universel de profiter des ressources mondiales, et en vertu du devoir universel de partager avec plus malchanceux que soi. Cela suppose d'aller au-delà de la charité pour partager – à l'échelle mondiale et de manière universelle – le véritable accès à l'autodétermination, à la santé, à la croissance et au développement autonome durable. En deux mots, nous ne devons pas échanger avec les autres en tant que bénéficiaires, mais plutôt d'égal à égal, en tant qu'agents de leur propre avenir, de celui de leur communauté et de celui du monde. L'aide au développement n'a rien à voir avec *la grandeur d'âme*; c'est une réaction morale, éthique et politique aux inégalités ancrées dans les structures mondiales actuelles sur les plans politique, économique et social.

La coordination fera progresser l'aide au développement de manière substantielle seulement quand on aura rejeté le concept de donateur – avec ses connotations de préséance et de privilège – pour partager les ressources avec le sentiment d'être solidaire et de faire cause commune.

La bonne gouvernance et l'exercice responsable de la citoyenneté

Cette réflexion a beaucoup à voir avec la gouvernance et l'exercice de la citoyenneté. Elle met en lumière le caractère essentiel de deux éléments qui y sont reliés, soit la responsabilité et la réciprocité. La bonne gouvernance suppose que toutes les formes de gouvernance soient

fondées sur la responsabilité et ancrées dans la réciprocité entre citoyens et citoyennes, entre droits et devoirs communs, de même qu'entre obligations et privilèges communs.

En ce sens, la gouvernance transcende la notion de gouvernement, qui n'en constitue même pas l'élément principal. La qualité et l'efficacité du gouvernement supposent que la population exerce sa citoyenneté de manière généralisée, active, adulte et responsable. Et la bonne gouvernance s'applique aussi aux collectivités (pas seulement sur le plan géographique, mais aussi aux communautés d'intérêts), aux associations de tout genre, ainsi qu'aux organismes et institutions des domaines économique et social.

C'est justement pour cela que les citoyens et citoyennes, de même que les associations et institutions citoyennes de la société civile, doivent être au cœur de toute stratégie de développement et tout programme international visant à soutenir le développement local. C'est également pour cela que le développement de citoyens et citoyennes et d'une société civile efficaces doit être considéré comme un élément prioritaire de toute intervention en développement. C'est un domaine où les ONG et les organismes de la société civile (OSC) doivent jouer un rôle crucial et indispensable.

L'exercice de la citoyenneté est la clé de la bonne gouvernance – la qualité du gouvernement et du leadership politique en découle également. Tout programme axé sur la bonne gouvernance – en matière de gouvernement – doit avoir pour priorité absolue le développement des citoyens et citoyennes et de l'exercice de la citoyenneté.

L'importance accordée à la responsabilité et à la réciprocité reflète notre conviction que la forme idéale de gouvernance est l'autogouvernance. C'est l'autodétermination gérée dans le respect de nos propres obligations et des droits des autres, ainsi que des droits que nous réclamons pour nous-mêmes. Cela suppose que les citoyens et citoyennes assument la responsabilité de leurs actes en réciprocité avec les autres et qu'ils travaillent ensemble à la satisfaction des besoins de tous et à l'atteinte des buts communs.

Cela n'implique pas forcément les formules et les valeurs de la démocratie libérale, qui n'est pas le seul modèle de citoyenneté et de gouvernance responsable. Ce type de gouvernance implique que la responsabilité et la reddition de comptes soient régies par des processus et des normes appropriés, déterminés par un groupe social au fil du temps.

Les programmes axés sur la bonne gouvernance et l'exercice responsable de la citoyenneté feront plus que promouvoir les valeurs de responsabilité et de réciprocité. Ils vont aussi s'efforcer de formuler et d'appliquer des normes, des compétences, des processus et des structures visant à réduire les disparités de pouvoir, l'arbitraire et l'impunité, et favoriser la responsabilité, la réciprocité et la reddition de comptes publique.

Le droit à l'existence

L'action pour le développement doit être ancrée dans le principe que tout être humain a droit à l'existence. Cela suppose que toute personne – et toute collectivité – a droit non seulement à la vie, mais aussi à une vie de qualité sur le plan humain et sur le plan humanitaire. Toute personne – et toute collectivité – a le droit de vivre dans l'honneur et la dignité, et celui de développer ses capacités et ses talents. Chaque personne – et chaque collectivité – a le droit de se développer à son gré, en utilisant toute sa créativité et son potentiel.

Ce *droit à l'existence* suppose, à tout le moins, celui de ne pas se faire assassiner par l'État ou ses représentants militaires. C'est aussi le droit de ne pas mourir de faim; le droit de ne pas mourir en raison de désastres que l'on aurait facilement pu prévenir, ou de guerres menées par des dictateurs contre leur propre population. Cela suppose le droit de ne pas mourir de maladies que l'on peut facilement prévenir.

Mais le *droit à l'existence* va au-delà du droit à un minimum de sécurité physique. Il est aussi le droit de tous les citoyens et citoyennes d'être des personnes libres, de se développer et de s'épanouir sur le plan personnel, de participer pleinement à une société libre et égalitaire, de résister à l'oppression et de promouvoir la justice. C'est le droit de *devenir* – devenir ce que nous pouvons être et aller au bout de nos rêves. L'action pour le développement doit d'abord et avant tout promouvoir le droit de toutes les personnes à être pleinement humaines, et à réaliser leur plein potentiel créatif afin d'exercer activement leur citoyenneté à l'échelle de la collectivité, du pays et de la planète. Cultiver l'action citoyenne pour surmonter les obstacles structurels qui entravent le développement équitable et durable : cela doit être notre but et la cible de nos efforts.

Le rôle de la société civile

Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, les dernières décennies ont vu l'émergence d'une vaste mobilisation mondiale aussi élaborée qu'efficace, dans l'espace

contesté que l'on appelle communément la société civile. L'exercice actif et délibéré de la citoyenneté est de plus en plus fréquent, et de plus en plus efficace. On constate aussi le développement de liens croissants entre citoyens, citoyennes et groupes de citoyens – à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale. Dans un tel cadre, le rôle du secteur volontaire est d'insuffler des idées nouvelles dans le but de développer – et de maintenir – des sociétés créatrices, vibrantes, tolérantes, compatissantes et dynamiques. Son rôle est de cultiver le soutien mutuel et la solidarité sociale, de promouvoir la responsabilité sociale et la réciprocité, de

*Le rôle du secteur
volontaire est
d'insuffler des idées
nouvelles.*

soutenir la citoyenneté et la mobiliser au service des intérêts de l'ensemble de la collectivité.

Le secteur volontaire peut être une pépinière

d'innovation et de changement social, ainsi qu'un centre de résistance et de dissidence organisées contre les excès du marché et des privilèges – qu'ils soient fondés sur la classe sociale, la race ou le sexe.¹⁶

Le monde tel qu'il est ne permet pas de cultiver et de préserver la santé des êtres humains et leur bien-être. Le monde peut changer pour le mieux, et la meilleure façon d'y arriver, c'est que les citoyens et les citoyennes imaginent des solutions de rechange et se mobilisent pour présenter leurs propositions au sein du riche forum public que constitue la société civile.

Notes

¹ Voir Murphy, Brian K., *Citoyenneté et action : quels sont les enjeux ?*, Publication occasionnelle no 3, Inter Pares, Ottawa, 2003, adapté du texte de l’allocution principale du Forum communautaire sur l’action sociale tenu par l’Institut de gestion et de développement communautaire de l’Université Concordia à Montréal, le 16 juin 2003, et que l’on peut consulter sur le site Web d’Inter Pares, <http://www.interpares.ca/en/publications/index.php> ou à <http://instdev.concordia.ca/viewpoints/index.html>.

² Inter Pares a présenté au gouvernement du Canada, et à son propre public, deux énoncés de principes majeurs en matière de politique étrangère et d’aide au développement international : *Une question d’honneur : Pour une politique canadienne cohérente envers le Sud globalisé*, Inter Pares, Ottawa, février 2001 et *En notre nom, promouvoir la paix par la justice : Contribution au débat sur le rôle du Canada dans le monde*, mémoire présenté au ministre des Affaires étrangères, Inter Pares, Ottawa, avril 2003. Ces documents stratégiques constituent la base théorique de la présente analyse – fondée sur les valeurs, hypothèses et conclusions de ces textes – et doivent être considérés comme un préambule faisant partie intégrante du présent document. [disponibles à <http://www.interpares.ca/en/publications/index.php>].

³ Voir Saul, John Ralston, *The Unconscious Civilization*, Anansi, Toronto, 1995. Publié en français par les éditions Payot/Rivages en 1997 sous le titre *La civilisation inconsciente*.

⁴ Voir Murphy, Brian K., *Au-delà de la politique du possible – les entreprises et la quête de justice sociale*, Publication occasionnelle no 1, Inter Pares, Ottawa, 2002. Ce document est adapté d’une allocution présentée lors d’un forum restreint sur la responsabilité sociale de l’entreprise tenu par l’Institut de gestion et de développement communautaire de l’Université Concordia, du 12 au 14 juin 2002. Disponible à <http://www.interpares.ca/en/publications/index.php>.

⁵ Voir, par exemple, Power, Samantha, “The Lesson of Hannah Arendt”, dans *New York Review*, Vol. LI, no 7, 29 avril 2004, pp. 34-37. Power, qui a remporté le Pulitzer en 2003 pour son livre *America in the Age of Genocide*, enseigne à la *Harvard’s John F. Kennedy School of Government*. S’appuyant sur les catégories empruntées à l’œuvre avant-gardiste d’Arendt qui analyse les cataclysmes dont elle a été témoin dans la première moitié du 20^e siècle, Power soutient que le monde se rapproche dangereusement d’une nouvelle ère de contrôle et de réaction totalitaires.

⁶ Voir Feyerabend, Paul, *Against Method*, 3^e édition, avec une nouvelle introduction, publié par Verso, New York, 1993 [la première édition remonte à 1975].

⁷ Voir Weiner, Norbert, *The Human Use of Human Beings, Cybernetics and Society*, paru en 1950, révisé en 1954 (Houghton Mifflin/Anchor Books), réédité par Da Capo, New York, en 1988. Norbert Wiener (1894-1964) était professeur de mathématiques au M.I.T. où il a développé la science de la cybernétique – l’application théorique et pratique de l’information et des systèmes de communication – dont le système nerveux humain – à l’ordinateur et aux machines informatiques ou assistées par l’informatique. On présente ainsi la nouvelle édition de *The Human Use of Human Beings* : « Il n’y a qu’une poignée de livres à avoir survécu aux bouleversements scientifiques et sociaux. [The Human Use of Human Beings] est l’un de ces rares ouvrages. »

⁸ Voir Postman Neil, *Technopoly, The Surrender of Culture to Technology*, Knopf, NY, 1992.

⁹ Voir *Emerging Technologies: Genetic Engineering and Biological Weapons*, Third World Network, 2004, Penang, Malaisie, pour une discussion [réflexion] sur l’utilisation des biotechnologies dans la guerre biologique.

¹⁰ La vigilance impose de comprendre que la mégalomanie technologique contemporaine tire ses racines et ses origines de la même idéologie moderniste-positiviste et de la même philosophie triomphaliste (cf. Hegel, Nietzsche) qui ont donné naissance à la vision contre utopiste de l’ingénierie sociale totalitaire qu’incarne le fascisme du milieu du 20^e siècle; voir Thom Hartmann, *The Ghost of Vice President Wallace Warns, “It Can Happen Here”*, [CommonDreams.org, 19 juillet 2004, <http://www.commondreams.org/views04/0719-15.htm>]. Hartmann évoque

l’article de Giovanni Gentile dans l’*Encyclopedia Italiana* : « Il serait plus approprié de rebaptiser le fascisme du nom de corporatisme, parce que c’est une fusion du pouvoir de l’État et de celui de l’entreprise. » Il note également la définition du fascisme de l’édition 1983 de l’*American Heritage Dictionary* : « Un système de gouvernement exerçant une dictature d’extrême droite, habituellement fondée sur la fusion du leadership de l’État et de celui des affaires, combinée à un nationalisme belliqueux. »

¹¹ Voir la démarche axée sur les capacités d’Amartya Sen, présentée dans *Development as Freedom* [Knopf, NY 1999], adapté d’une série de séminaires menés à la Banque mondiale en 1997; *Freedom, Social Choice and Responsibility* [Oxford, 2000] (qui inclut l’exposé sur le théorème d’impossibilité de Arrow et autres essais), ainsi que *Rationality and Freedom*, [Harvard, 2003]. Pour une déclaration récente sur les enjeux entourant cette discussion, voir “Why We Should Preserve the Spotted Owl”, dans *London Review of Books*, Vol. 26, no 3, 5 février 2004.

¹² Cf. Kneen, Brewster, “Re-defining ‘Property’: Private Property, the Commons and the Public Domain”, dans *Seedling* [Journal of Genetic Resources Action International, Barcelone], janvier 2004, pp. 1-5.

¹³ Pour une analyse de ces facteurs et de leur influence sur le discours, voir Guttal, Shalmali et Jenina Joy Chavez Malaluan, “Poverty Reduction Strategy Papers: A Poor Package for Poverty Reduction”, in *Anti-Poverty or Anti-Poor, The Millennium Development Goals and the Eradication of Extreme Poverty and Hunger*, Focus on the Global South, octobre 2003, pp. 19-35. Ce livre est constitué d’une série de textes présentés dans le cadre d’un symposium d’organisations de la société civile (OSC) provenant de 13 pays, convoqué par Focus en collaboration avec la Commission économique et sociale des Nations unies pour l’Asie et le Pacifique (CESAP) en vue de formuler des recommandations à l’intention du Comité pour la réduction de la pauvreté de la CESAP.

¹⁴ Voir *Merging in the Circle: The Politics of Tanzania’s Poverty Reduction Strategy*. Il s’agit d’une excellente étude réalisée conjointement par les universités de Helsinki et de Mzumbai (Tanzanie) pour contester la prétention selon laquelle les CSLP seraient des plans consensuels pleinement endossés par les pays. Elle fait partie d’une série d’études sur l’Afrique et l’Amérique latine de l’*Overseas Studies Institute* (Royaume-Uni). On trouve ce document à l’adresse suivante <<http://www.valt.helsinki.fi/kmi/policy/merging.pdf>>. L’ensemble des cinq études de cas fait partie d’un programme de recherche intitulé « *Consultation and Empowerment: Governance Implications of Participatory Public Policy Formulation in Five Developing Countries* ». Ce programme de recherche est financé conjointement par la Finlande (études de cas de la Tanzanie et du Honduras), la Norvège (études de cas du Malawi et de la Zambie) et la Suède (étude de cas du Vietnam). On pourra consulter d’autres études de cas à <<http://www.valt.helsinki.fi/kmi/english/conf/tpoc/index.htm>> au fur et à mesure de leur parution. Voir aussi *Structural Adjustment, The Policy Roots of Economic Crisis, Poverty and Inequality, The Structural Adjustment Participatory Network International Network (SAPRIN), A report on a Joint Participatory Investigation by Civil Society and the World Bank of the Impact of Structural Adjustment Policies*, Zed Books, 2004.

¹⁵ Voir Murphy, Brian K., *Au-delà de la politique du possible – les entreprises et la quête de justice sociale*, Publication occasionnelle no 1, Inter Pares, Ottawa, 2002.

¹⁶ Pour nous, *les femmes ou la condition féminine* ne constituent pas une question sectorielle ou une catégorie particulière. La lutte pour l’égalité est une variable fondamentale qui imprègne l’ensemble de notre réflexion et de nos activités. Nous intégrons également l’analyse en fonction du sexe et l’approche féministe à notre méthodologie et à nos programmes en tant que composante directe et centrale. Pour Inter Pares, ce qui distingue l’analyse en fonction du sexe de l’approche féministe, c’est que la première met en lumière les conditions matérielles de l’oppression fondée sur le sexe et l’écart du pouvoir entre les hommes et les femmes, alors que la seconde envisage une réalité nouvelle et détermine les structures et les normes à transformer pour y arriver, de même que les processus et stratégies permettant d’amorcer cette transformation. Ces thèmes sont développés davantage dans la Publication occasionnelle d’Inter Pares no 5, *Pour une économie politique féministe*, Ottawa, novembre 2004.



221, av. Laurier Est
Ottawa (Ontario)
Canada K1N 6P1

Tél. (1-613) 563-4801
Télééc. (1-613) 594-4704
www.interpares.ca